

Extrait du Autisme-Economie.org

<http://www.autisme-economie.org/article169.html>

VA-T-ON FAIRE AU LYCEE LES MEMES ERREURS QU'A L'UNIVERSITE ?

- Le Mouvement -



Date de mise en ligne : vendredi 5 février 2010

Copyright © Autisme-Economie.org - Tous droits réservés

Les nouveaux programmes en SES sont un décalque presque parfait des programmes de microéconomie, qui depuis toujours ont été à l'origine d'un malaise profond des étudiants - malaise à l'origine de notre mouvement -, qui sentaient obscurément que tout cela ne tient pas la route, n'a rien à voir avec le monde qui nous entoure, même si des mots familiers comme consommation, production, marchandises, prix, offre et demande étaient utilisés. Les mathématiques en moins - ce qui prouve au passage que le problème n'est pas au niveau des mathématiques.

On retrouve ainsi le schéma habituel : les consommateurs (ménages ?) d'un côté, les producteurs (entreprises ?) de l'autre, et le marché qui coordonne leurs choix à travers le système des prix, pour aboutir à l'équilibre. Tel est le cas « parfait ». Mais comme nous vivons dans un monde qui ne l'est pas, hélas, on rajoute une partie sur les « imperfections », l'accent étant mis ici sur « la pollution », qui fait consensus, et même sur la théorie des incitations.

Tout le programme de micro en licence est traité ! Comme quoi la micro se réduit à pas grand chose, en dehors du pataphysique des équations et des courbes, qui peut donc être compris par des adolescents.

On peut observer, toutefois, qu'il manque quelque chose sur le monopole ou l'oligopole. On comprend facilement pourquoi. On voit déjà difficilement comment on trouvera des « exemples concrets » à donner aux élèves d'entreprises « preneuses de prix ». Voilà un truc difficile à leur faire avaler. Mieux vaut alors rester dans le flou. Le monopole, ou l'oligopole, pourront éventuellement être évoqués dans la partie fourre-tout sur l'entreprise, celle où « on sensibilisera les élèves à la diversité du monde des entreprises selon la taille, la nature de la production, l'environnement », tout en se gardant de traiter de la politique des prix des entreprises - un marécage dans lequel peu d'économistes s'aventurent. Les élèves penseront être dans le concret - des entreprises qui décident des prix - alors que par la suite, dans la partie sur marchés et prix, seul le cas hautement fantaisiste des entreprises preneuses de prix est en fait traité.

Les rédacteurs des nouveaux programmes sont sans doute persuadés qu'ils fournissent des clés pour mieux comprendre le monde économique dans lequel le lycéen est plongé. Ils font manifestement partie des universitaires qui sont convaincus que la microéconomie a un contenu « concret ». Si les étudiants ne le perçoivent pas toujours, c'est parce qu'elle est mal enseignée. Il suffit pourtant de reprendre au pied de la lettre leurs propositions pour constater qu'ils se heurtent aux mêmes difficultés et contradictions que l'enseignant en microéconomie - ce qui est à l'origine d'un horrible casse-tête pour qui veut être cohérent, la moindre des choses pour un enseignant.

Qui décide : consommateur ou ménage ?

La première partie s'intitule « ménage et consommation ». Pourquoi pas ? L'unité de référence, celle qui décide de la consommation, est donc, pour le lecteur attentif, le « ménage ». On voit tout de suite apparaître une première difficulté : il faut définir ce qu'est un ménage. Cela peut être Robinson sur son île, ou une tribu de Touaregs, l'étudiant dans sa chambre de bonne ou le monastère. Tout dépend de la forme d'organisation et des coutumes de la société étudiée. Difficile de ne pas en parler, dès le début. Dans une société comme la France, ménage et famille - parents et enfants sous le même toit - sont pratiquement synonymes. En règle générale, un ménage est composé de plus d'une personne, ce qui peut entraîner des conflits, suivis de compromis, lors des prises de décision par ses membres. L'expérience de chacun - lycéens compris - est là pour rappeler combien les choix collectifs peuvent être difficiles à prendre. Au niveau éthéré qu'affectionnent les microéconomistes, le problème posé est celui de l'agrégation des choix individuels, qui a donné lieu à des « théorèmes d'impossibilité » bien connus des initiés. Les facteurs « culturels » interviennent sans doute dans les décisions prises effectivement, qu'elles soient cohérentes ou pas. Le programme évoque ces facteurs dans sa dernière partie - celle que souvent on ne traite pas, ou que l'on bâcle, faute de temps. Il y est même suggéré de revenir à la théorie du consommateur. Ce serait une sorte de plus, une touche exotique dans une théorie bien établie, dont on peut se passer, du moins dans un premier temps. Or, il n'en est rien, la théorie réduite à sa seule dimension économique étant incapable de dire quoi que ce soit de précis concernant le choix d'un ménage, dès qu'il comporte plus d'une personne [\[1\]](#).

On est prêt à parier que les auteurs du programme n'avaient nullement en tête ce problème - dont il n'est pas certain qu'ils soient conscients, tellement l'habitude a été prise, en microéconomie, d'assimiler consommateur et ménage. D'ailleurs, dans la foulée, le programme propose d'étudier « comment les revenus et les prix influencent les choix des consommateurs », et non plus celui des « ménages ». Ceux-ci sont à nouveau évoqués dès qu'il s'agit de s'appuyer sur des « données chiffrées simples ». Les lycéens n'y verront probablement que du feu. Mais c'est là une question de fond, et non seulement de langage, qu'on ne peut ignorer si on veut traiter des comportements effectifs en ce qui concerne la consommation - sans parler de la rigueur de la démarche à laquelle tout enseignant aspire [2].

Entreprise et calcul à la marge

Un problème similaire se pose à propos de l' « entreprise », à moins de l'assimiler à son « chef », qui « combine les facteurs de production », dont les travailleurs, supposés dociles et maniables comme les objets inertes - machines, matières premières - qu'ils utilisent. On se demande où l'enseignant va dénicher un « exemple simple » de substitution de capital par du travail, où des hommes remplacent des machines (voir, à ce propos, la partie sur « le mythe de la substituabilité des facteurs » dans <http://www.autisme-economie.org/article21.html>). Sans parler des tristement célèbres courbes de coût, moyen ou marginal, peu compatibles avec l'idée de facteur de production en raison notamment de la présence de coûts fixes ? (Pour plus de détails, cf. <http://www.bernardguerrien.com/concurrence-et-profit-nul.pdf>).

Il suffit de consulter n'importe quel manuel de microéconomie pour constater que les « exemples simples » qu'on y trouve concernant ces courbes sont fabriqués de toutes pièces. Manifestement, leurs auteurs n'ont pas trouvé de cas d'entreprises existant effectivement et ayant les courbes de coût appropriées. Il y a au moins une raison à cela : le coût marginal est, dans la pratique, constant - c'est le coût des ingrédients qui composent une unité supplémentaire du bien produit. Comment va-t-on expliquer aux lycéens que l'entreprise de la théorie produit de façon à égaliser son coût marginal au prix « du marché », alors que n'importe quelle entreprise de la réalité qui le ferait serait rapidement ruinée [3] ? Comment expliquer que le prix du pot de yaourt diminue si on l'achète dans des lots de plus en plus grands ? que les entreprises fusionnent de façon à diminuer leur coût unitaire, en produisant à plus grande échelle ? que le prix des objets ne se réduit pas à celui de la quantité de tôle, de plastique, de tissu, etc. dont ils sont formés, auquel s'ajoute le travail ayant servi à le fabriquer ? On va faire face, dès le départ, à l'incrédulité des lycéens, comme cela arrive chez les étudiants avec la microéconomie. Il y a là de quoi les dégoûter prématurément de l'économie. Surtout que l'affaire ne s'arrête pas là : elle devient même dramatique quand le point suivant est abordé, celui qui a trait aux marchés et aux prix.

« En partant de l'étude d'un marché concret »

Le point III du programme, « marché et prix », demande l'impossible à l'enseignant, à savoir « construire des courbes d'offre et de demande », puis déterminer à partir d'elles le prix d'équilibre, tout cela « en partant de l'étude d'un marché concret ». Or, pour construire ces courbes, il faut supposer que les prix sont « donnés », que les ménages et les entreprises les « prennent » de façon à en déduire leurs offres et leurs demandes et que quelqu'un additionne ces dernières, les confronte et « détermine » enfin le prix d'équilibre. Il n'y a, dans le monde entier, aucun marché ayant, de près ou de loin, ces caractéristiques. C'est pourquoi tous les exemples donnés dans les manuels de microéconomie, sont construits à partir de données fabriquées de toutes pièces, totalement *ad hoc*.

L'enseignant qui veut s'en tenir au programme et se tourner vers les « marchés concrets » sera donc devant un dilemme. Va-t-il prendre en exemple, disons, le « marché immobilier » à Paris ? Les données disponibles sont alors celles du prix du mètre carré dans chaque arrondissement. Il pourra alors dire quelque chose dans le genre : le prix est plus élevé dans le VII-ième arrondissement que dans le XIX-ième parce que les gens (ou plus de gens) préfèrent habiter dans l'un plutôt que dans l'autre, ou parce qu'il y a moins de logements en vente dans le premier que dans le second. Il pourra remarquer que le prix du mètre carré dans chaque arrondissement est en fait une moyenne

calculée à partir des transactions ayant effectivement eu lieu pendant une période donnée (disons, le mois précédent) - ces transactions étant l'aboutissement de marchandages où interviennent une multitude de facteurs non quantifiables. Même s'il existait une super agence immobilière qui centralise les diverses propositions d'achat et de vente aux prix qu'elle affiche, l'hétérogénéité des biens proposés empêcherait de parler de courbes d'offre et de demande.

Lorsque l'offre est le fait d'entreprises, qui sont par nature « faiseuses de prix », la fonction d'offre n'a plus de sens - elle n'existe pas - car leur choix porte à la fois sur la quantité produite et le prix. La détermination simultanée de l'une et l'autre suppose que l'entreprise prenne en compte, ou anticipe, la fonction de demande pour le bien qu'elle se propose de vendre ainsi que les offres de ses concurrents - y compris ceux qui proposent des substituts à son produit. L'idée même d'une courbe d'offre indépendante de la courbe de demande n'a alors aucun sens. Insistons : on ne peut tracer des courbes d'offre et de demande séparées - telles celles qui peuplent les manuels - que si on suppose des prix donnés et des agents qui se contentent de les « prendre » [4].

Rien n'empêche évidemment de proposer aux lycéens d'enquêter sur le marché des fruits et légumes de leur quartier, en demandant aux vendeurs comment ils établissent leurs prix... Une incursion du côté de Rungis peut aussi être bienvenue, question de voir comment les détaillants négocient avec les grossistes. On peut également remonter aux rapports entre ces derniers et les producteurs, ou leurs coopératives. Mais, dans tous les cas, l'approche par les courbes d'offre et de demande est inappropriée.

En fin de compte, dans les marchés « concrets » on se trouve soit en présence d'entreprises qui proposent des prix « à prendre ou à laisser » - le cas de loin le plus fréquent -, soit devant une forme ou une autre de marchandage, direct ou organisé, par exemple, à travers un système d'enchères. Il n'y a pas d'autre alternative, et le cas proposé par le programme relève, hélas, d'un monde imaginaire.

Dernier point : on peut fort bien aborder la question d'un « choc d'offre » (genre récolte exceptionnelle ou exploitation d'un nouveau gisement important) en expliquant que le pouvoir de négociation des acheteurs - qui savent que les producteurs ont plus de biens à écouler - a augmenté, de sorte qu'ils peuvent faire pression sur les prix. Une constatation similaire peut être faite lors d'un « choc de demande » - par exemple, une hausse relativement importante du revenu des acheteurs -, les vendeurs étant alors en situation de force. Bien entendu, les vendeurs chercheront à évaluer la disponibilité à payer des acheteurs, ceux-ci cherchant à connaître la disponibilité à céder des vendeurs.

C'est peut être là un tissu de banalités - fruit de l'expérience de chacun dans sa vie de tous les jours -, mais introduire l'histoire des courbes d'offre et de demande n'apporte strictement rien de plus, si ce n'est une vision fautive de ce que sont les relations marchandes.

Un drôle de jeu

La partie peut-être la plus intrigante de cet étrange programme est la proposition de « recourir à un jeu mettant en évidence de manière expérimentale comment les prix s'ajustent en situation de concurrence ». Il est notoire chez ceux qui ont entrepris ce genre d'« expérience » - par exemple, avec des étudiants - que l'utilisation du cadre idéal des manuels ne conduit nullement au « prix d'équilibre », intersection des courbes d'offre et de demande - celles-ci étant une donnée a priori de l'expérience [5]. Il n'y a d'ailleurs là rien de bien étonnant, les intervenants ne se contentant pas d'adopter le comportement « preneur de prix » - naïf, pour ne pas dire stupide - que leur attribue la théorie de la « concurrence » à laquelle songent les auteurs du programme (celle qui est derrière les courbes d'offre et de demande).

Les « expérimentateurs » ont donc cherché des formes d'échanges - faisant appel à un système en réseau d'ordinateurs - qui peuvent aboutir au prix d'équilibre « concurrentiel », connu d'avance par eux. Le mieux qu'ils aient

trouvé, c'est la procédure des « doubles enchères continues », qui consiste à procéder à des enchères successives, chacune aboutissant à un prix d'équilibre « provisoire » (ce n'est pas le point d'intersection des courbes d'offre et de demande données), la suite de ces prix convergeant, après plusieurs tentatives, vers une valeur proche du prix « concurrentiel ». On est loin des conditions postulées par la théorie. Comme le dit Vernon Smith, récompensé du « Prix Nobel » pour l'impulsion qu'il a donnée à l'expérimentation en économie, personne « n'a la moindre idée sur les raisons d'une telle convergence » - la théorie des doubles enchères continues étant en fait d'une extrême complexité et ne conduisant à aucune conclusion claire, vu le nombre de paramètres qui interviennent dans les décisions de chacun (voir, par exemple, la note 29, page 516 de

http://nobelprize.org/nobel_prizes/economics/laureates/2002/smith-lecture.pdf).

En fait, il y a longtemps, dans les années 40, Chamberlin s'était déjà livré à ce genre d'expérience avec ses étudiants. Il en était ressorti, de façon peu surprenante, que le prix atteint n'était pas le prix d'équilibre « concurrentiel ». Le grand « mérite », si on peut dire, de Vernon Smith et autres est d'avoir cherché à contourner ce résultat négatif en trouvant des formes d'échanges telles que les doubles enchères continues qui permettent d'obtenir le résultat tellement désiré. Est-ce à ces formes d'échanges que songent les rédacteurs du nouveau programme ? Si tel est le cas, on se demande - outre le fait qu'elles demandent l'organisation d'un réseau d'ordinateurs avec des individus isolés les uns des autres (sans parler des rémunérations qui leur sont données pour les « motiver », comme le veut la théorie ...) - , comment l'enseignant va parvenir à convaincre ses élèves que tout cela a quelque chose à voir avec la vie économique dont il doit leur faire comprendre les principaux ressorts et caractéristiques ? A supposer qu'il le fasse, ce dont on doute vu les moyens demandés, il se heurtera une fois de plus à l'incrédulité des lycéens, et les renforcera dans l'idée que ce que font les économistes est des plus fantaisistes - ou mystérieux.

Conclusion

Les rédacteurs des nouveaux programmes sont sans doute profondément convaincus que ce qu'ils proposent va dans le sens d'une meilleure compréhension des relations économiques dans nos sociétés. Ils ne nient d'ailleurs pas la dimension « culturelle », ou « sociologique », de ces relations, mais ils pensent qu'elle n'en est qu'un aspect secondaire, une sorte d' « imperfection » qui vient se greffer à une théorie qui peut s'en passer, en première approximation, du moins. Elle lui apporte un plus, dont on est prêt à admettre qu'il est non négligeable, mais dont l'économiste peut se passer. Or, il n'en est rien. Si on ne précise pas les institutions, les formes d'organisations sociales, la réglementation dans le cadre desquelles les décisions des ménages et des entreprises sont prises, on est incapable de dire quoi que ce soit d'intéressant. Partir de la société telle qu'elle est - avec ses institutions, dont la famille, ses règles (écrites et non écrites), ses groupes sociaux, sa structure productive - doit être le point de départ de toute réflexion en économie. C'est dans ce cadre que le comportement des agents doit alors être étudié.

[1] Gary Becker a bien proposé une solution concernant ce choix : la dictature bienveillante du chef de ménage altruiste. Mais on se voit difficilement raconter cela aux lycéens. On ne le fait d'ailleurs pas avec les étudiants à l'université - sauf, peut-être, dans des cours très particuliers. Aucun manuel de base de micro ne fait d'ailleurs allusion à cette soi-disant solution, tellement elle doit être jugée peu convaincante par leurs auteurs - et susceptible d'engendrer des débats houleux en cours. Ils préfèrent parler indifféremment de « consommateur » ou de « ménage », comme si c'était la même chose. Et tant pis pour la sacro-sainte rigueur.

[2] Celui-ci peut aussi être perplexe devant la place donnée au taux d'intérêt dans la décision d'épargner (point 3 du I). Une brève enquête des lycéens auprès de leurs parents permettrait de constater combien on est là devant un facteur secondaire. Mais il est vrai que c'est si tentant de parler du taux de substitution intertemporelle dans un système complet de marchés.

[3] L'exemple le plus connu est celui du « dernier » voyageur d'un avion et d'un train non complètement remplis dont le coût marginal est pratiquement nul. Pour la même raison, le péage des autoroutes devrait être nul tant que le trafic n'est pas saturé (et infini quand la saturation arrive). Pour l'électricité, le coût marginal est nul en période creuse (s'il provient de centrales nucléaires ou de barrages), énorme quand il faut

VA-T-ON FAIRE AU LYCEE LES MEMES ERREURS QU'A L'UNIVERSITE ?

faire appel à des centrales nouvelles (nécessité de recourir au pétrole ou au gaz), puis constant à nouveau (coût du gaz ou du pétrole).

[4] Les offreurs croyant qu'ils peuvent vendre tout ce qu'ils veulent à ces prix (on dit parfois qu'ils croient que la fonction de demande est « horizontale »), les demandeurs pensant qu'ils peuvent acheter sans limite, si ce n'est celle de leur revenu.

[5] Les échanges ne portent évidemment pas sur des biens réels, mais sur des bouts de papier. On donne à chaque "cobaye-acheteur" un papier où est écrit le prix maximum qu'il est prêt à payer pour le bien, à chaque "cobaye-vendeur" le prix minimum auquel il est prêt à le céder. La suite (décroissante) des prix maximum vendeur a un seul point commun avec la suite (croissante) des prix minimum acheteur, qui donne donc la valeur du prix d'équilibre - connu d'avance donc par celui qui distribue les papiers aux cobayes, et seulement par lui.